



La croissance économique atteindrait 1,6 % en 2008 et 1,2 % en 2009

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre pour l'Entreprise et la Simplification. Ces prévisions macroéconomiques servent de base à la confection des budgets fédéraux des dépenses et des recettes pour l'année 2009.

L'année prochaine, la croissance du PIB en volume devrait atteindre 1,2 %, contre 1,6 % en 2008. La croissance économique trimestrielle devrait être pratiquement nulle au troisième trimestre 2008 et ensuite progressivement se relever pour atteindre 0,5 % au second semestre 2009. Ce ralentissement de la croissance de l'économie belge s'explique par un tassement tant des exportations que de la demande intérieure. La croissance des exportations, freinée par le ralentissement conjoncturel observé à l'échelle internationale, devrait s'établir à 2,9 % cette année. Compte tenu de la dépréciation récente de l'euro, les exportations progresseraient de 3 % en 2009, et ce en dépit d'un ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs. Quant à la croissance de la demande intérieure, elle fléchirait à 2,7 % en 2008 et à 1,1 % en 2009 sous l'effet de la consommation privée et des investissements. En 2008, l'emploi intérieur progresserait en moyenne de 68 500 unités. En 2009, les créations d'emploi devraient se limiter à 27 900 unités en raison du ralentissement de la croissance économique. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) devrait, par conséquent, passer de 6,8 % en 2008 à 6,9 % en 2009 (contre 7,5 % en 2007). L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation, devrait s'établir à 4,7 % et 2,7 % en 2008 et 2009 respectivement. Quant à l'indice santé, il progresserait de 4,2 % et de 2,6 %. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel serait dépassé en juillet 2009.

Net ralentissement de la croissance de l'économie européenne en 2008 et 2009

Après avoir affiché un dynamisme inattendu en début d'année, l'activité économique dans la zone euro s'est légèrement affaiblie au deuxième trimestre 2008. Le ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale et la forte appréciation de l'euro ont freiné les exportations. Parallèlement, les perspectives dégradées des débouchés extérieurs ont entraîné une baisse des investissements des entreprises. Enfin, le climat inflationniste a eu un impact négatif sur la consommation privée. En ligne avec l'évolution de l'économie mondiale, la croissance économique européenne devrait être faible au second semestre 2008 et en 2009. Elle ne devrait renouer avec son niveau tendanciel qu'à la fin 2009. Par conséquent, la croissance économique dans la zone euro devrait s'établir à 1,3 % en 2008 et à 1,2 % en 2009 (contre 2,6 % en 2007).

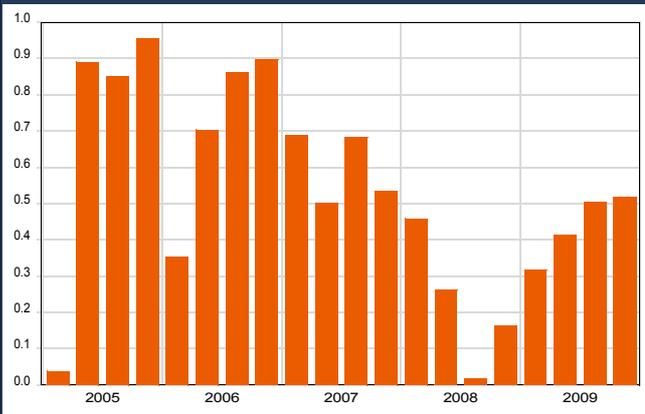
Le récent recul des prix des matières premières sur les marchés internationaux a quelque peu calmé les craintes inflationnistes à l'échelle mondiale. Cette évolution, combinée à la faiblesse de la croissance de l'économie européenne à court terme, devrait conduire à un léger assouplissement de la politique monétaire dans la zone euro dans le courant 2009. Dans un tel contexte, les taux d'intérêt de marché devraient légèrement baisser en 2009.

Les hypothèses de taux de change et de cours du pétrole sont basées sur les cotations du marché à terme de la fin août. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar devrait s'établir en moyenne à 1,51 dollar pour un euro en 2008 et à 1,44 dollar en 2009. Quant au prix du baril de pétrole brut, il devrait respectivement atteindre 114 et 120 dollars. Ces prévisions sont entourées de nombreuses incertitudes quant à l'évolution des prix des matières premières et au rythme du redressement de l'économie européenne au cours des prochains trimestres.

La croissance du PIB belge faiblit aussi en 2008 et 2009 sous l'effet du ralentissement des exportations et de la demande intérieure

En 2007, le rythme de croissance de l'économie belge était de 2,8 %. Depuis le quatrième trimestre 2007, le tassement des exportations et de la demande intérieure a mené à un ralentissement de la croissance économique. Dans le sillage de la conjoncture européenne, la croissance de l'économie belge devrait être pratiquement nulle au troisième trimestre 2008 pour ensuite se relever et atteindre 0,5 % au second semestre 2009. Par conséquent, la croissance du PIB en volume devrait être en moyenne de 1,6 % en 2008 et de 1,2 % en 2009, la très faible croissance au second semestre de cette année pesant sur le chiffre annuel pour 2009.

Croissance trimestrielle du PIB belge en volume
*(Données corrigées des variations saisonnières
 et des effets calendaires)*



Les exportations belges pâtissent du ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs et fléchissent à partir du deuxième trimestre 2008. Dans le courant 2009, la croissance des exportations devrait de nouveau progresser sous l'impulsion du rétablissement – quoique modéré – de l'économie internationale. En 2008 et 2009, les exportations belges devraient progresser à un rythme moindre que les débouchés extérieurs, mais la perte de parts de marchés extérieurs devrait progressivement se réduire. La croissance des exportations (2,9 %) en 2008 est également affectée par l'appréciation du taux de change effectif de l'euro au cours du premier semestre. La récente dépréciation de l'euro devrait être favorable aux exportations belges. En dépit d'un ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs en 2009 (4,4 % contre 4,7 % en 2008), la croissance des exportations devrait s'établir à 3 %.

En 2008, les importations progressent plus rapidement que les exportations. Cette évolution, conjuguée à une nette détérioration des termes de l'échange (-1 %) suite à la flambée des cours du pétrole, fait retomber le surplus de la balance extérieure à seulement 0,1 % du PIB. En 2009, les exportations nettes devraient contribuer positivement mais modérément à la croissance économique. Compte tenu d'une nouvelle détérioration des termes de l'échange, le surplus de la balance extérieure devrait toutefois disparaître totalement.

En 2008 et 2009, la croissance de la demande intérieure devrait tomber respectivement à 2,7 % et 1,1 %, contre 3,4 % en 2007, sous l'effet de la consommation privée, des investissements des entreprises et des investissements en logements.

En 2008 et 2009, l'évolution du revenu disponible réel

total des ménages est fortement influencée par l'accélération de l'inflation observée en 2008, et ce pour deux raisons. Premièrement, la croissance du revenu disponible réel est ralentie étant donné que la poussée inflationniste récente est en grande partie imputable à la hausse des prix de l'énergie. Or, ces prix ne sont que partiellement pris en compte dans l'indice santé, à savoir l'indice de référence pour l'adaptation des salaires et des allocations sociales à l'évolution du coût de la vie, lequel progresse donc moins rapidement que l'inflation totale. Deuxièmement, les mécanismes d'indexation réagissent avec un certain retard à l'évolution de l'indice santé. Par conséquent, l'indexation devrait s'avérer plus faible cette année et plus élevée l'an prochain que la progression de l'indice santé. Toutefois, le revenu disponible réel des particuliers devrait encore légèrement augmenter en 2008 (0,1 %) en raison de la forte progression de l'emploi. Les ménages épargneraient une plus petite part de leurs revenus (11,9 %, contre 13,1 % en 2007), ce qui devrait déboucher sur une hausse de la consommation privée de 1,4 %. En 2009, poussé par l'indexation qui répercute encore partiellement la forte inflation de 2008, le revenu disponible réel progresserait jusqu'à 1,8 %, si bien que la croissance trimestrielle de la consommation privée devrait légèrement s'accélérer. Sur base annuelle, la croissance de la consommation se limiterait néanmoins à 0,8 % compte tenu d'un effet d'acquis de croissance défavorable.

Avec un taux de croissance de plus de 8 %, les investissements des entreprises (hors acquisitions de bâtiments publics) sont restés le principal moteur de l'économie belge en 2007. Cela devrait encore se vérifier en 2008 (croissance annuelle en volume de 6,6 %), même si cette croissance s'explique en grande partie par un point de départ très favorable en début d'année. A l'instar du taux d'utilisation des capacités de production et de l'indicateur de la confiance des entrepreneurs, la croissance des investissements des entreprises devrait nettement se détériorer à partir du deuxième trimestre. Dans le courant de 2009, les investissements des entreprises devraient progressivement redémarrer, mais compte tenu d'un faible niveau de départ en début d'année, la croissance annuelle des investissements des entreprises ne dépasserait pas 1,7 % en 2009.

En 2007, les investissements en logements affichent une croissance en volume de 5,3 %, ce qui représente de nouveau une belle performance (au cours des cinq dernières années, les investissements des ménages ont progressé en moyenne de plus de 7 %). Toutefois, l'activité dans le secteur de la construction de loge-

ments a commencé à se ralentir dans le courant de l'année dernière suite notamment à l'augmentation des coûts de financement. Les données de l'enquête menée auprès des architectes, qui donnent une bonne indication de l'évolution future de l'activité de la construction de logements, laissent prévoir un net ralentissement. La croissance en volume des investissements de ménages devrait se limiter à 1,3 % en 2008 et serait légèrement négative (-1,1 %) en 2009.

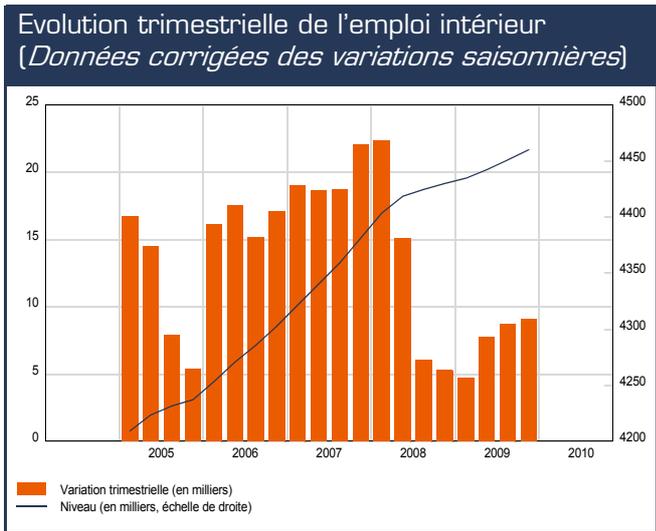
L'accélération de la croissance de la consommation publique en 2008 correspond à l'impact de la reprise par le secteur public de la couverture des 'petits risques' de l'assurance soins de santé des indépendants, qui va de pair avec un fléchissement de la croissance de la consommation privée. Les investissements publics (hors ventes de bâtiments publics) ont reculé en 2007 de plus de 8 % en volume. Ce reflux était attendu après la poussée liée aux élections communales de 2006. En 2008, ils devraient légèrement progresser (0,9 %) pour s'accélérer jusqu'à 5,8 % en 2009, principalement sous l'impulsion des pouvoirs locaux.

Forte baisse du taux de chômage en 2008, légère hausse en 2009

Entre le début 2006 et la mi-2008, l'emploi intérieur a fortement augmenté. Au cours du second semestre 2008, les créations d'emploi devraient être nettement moins nombreuses en raison du ralentissement économique. Néanmoins, compte tenu d'un point de départ favorable, l'emploi devrait en moyenne progresser de 68 500 unités cette année (contre 72 600 unités en 2007). En 2009, les créations nettes d'emploi devraient se limiter à 27 900 unités.

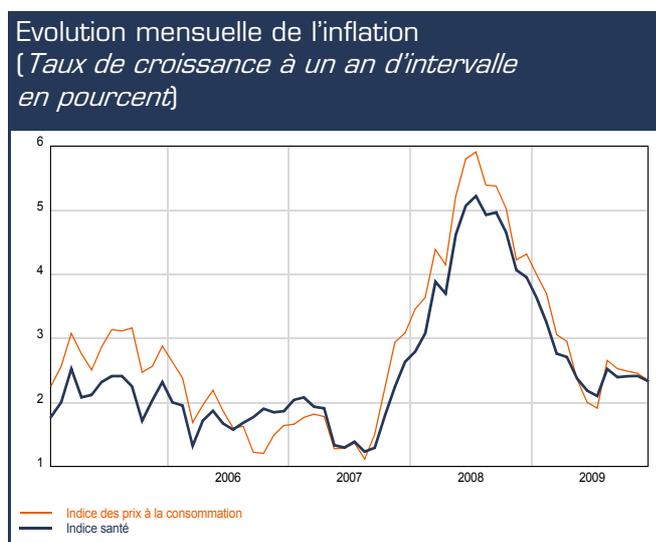
Cumulées sur la période 2008-2009, les créations nettes d'emploi devraient par conséquent rester relativement élevées, notamment en raison de la nouvelle hausse à la fois du nombre d'emplois créés dans le cadre du programme des titres-services et du nombre d'indépendants (hausse cumulées respectives de 32 000 et de 24 000 unités). Dès lors, le taux d'emploi devrait passer de 62,9 % en 2007 à 63,4 % en 2008 et enfin à 63,5 % en 2009.

En 2008, l'emploi progresse plus vite que la population active, ce qui débouche sur une nouvelle baisse du nombre de chômeurs. En 2009, leur nombre devrait par contre légèrement augmenter. Le taux de chômage Eurostat harmonisé (calculé sur base de l'enquête sur les forces de travail) devrait ainsi passer à 6,8 % 2008 et 6,9 % en 2009, contre 7,5 % en 2007.



A la mi-2008, l'inflation semble avoir dépassé son pic et devrait se ralentir jusqu'à 2,7 % en moyenne en 2009

Entre août 2007 et juillet 2008, l'inflation, mesurée sur la base de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation (INPC), est passée de 1,1 % à 5,9 %. Une part importante de cette accélération est imputable à la hausse récente des prix de l'énergie et des produits alimentaires sur les marchés internationaux, à l'augmentation en janvier 2008 des tarifs des réseaux de transport et de distribution du gaz et de l'électricité et enfin à de nouvelles hausses de tarif chez la plupart des fournisseurs de gaz naturel. A la fin du mois d'août, le cours du baril de pétrole, exprimé en euros, était 15 % inférieur par rapport au pic atteint dans le courant de juillet. Par conséquent, l'inflation est retombée à 5,4 % en août.



On prévoit, sur base des cotations du marché à terme, une légère augmentation du baril de pétrole brut (expri-

mé tant en dollars qu'en euros) jusqu'à la mi-2009. Néanmoins, la croissance à un an d'intervalle du prix du pétrole se ralentirait jusqu'en juillet 2009, ce qui devrait contribuer à la poursuite de la baisse de l'inflation. Ainsi, l'inflation devrait atteindre, sur base annuelle, 4,7 % en 2008 et ne plus dépasser 2,7 % en 2009.

Au cours des derniers mois, on a enregistré une légère accélération de l'inflation sous-jacente sous l'effet de la répercussion de la hausse des prix des matières premières et des salaires nominaux dans les prix des autres biens et services. Ce mouvement devrait se prolonger jusqu'à la fin 2009 et dès lors freiner quelque peu le mouvement à la baisse de l'inflation totale.

En 2008 et 2009, l'indice santé devrait en moyenne progresser moins vite que l'INPC étant donné qu'il n'est pas influencé par les mouvements de prix de l'essence et du diesel. Les prévisions mensuelles pour l'indice santé indiquent que le prochain dépassement de l'indice pivot (112,72 actuellement) devrait avoir lieu en juillet 2009.

Il y a lieu de mentionner que les prévisions en matière d'inflation sont fortement influencées par les prix des matières premières et les taux de change, qui ont été particulièrement volatils au cours des derniers mois.

La croissance des coûts salariaux dépasse la norme au cours de la période 2007-2008

Au cours de la période 2007-2008, l'augmentation cumulée des coûts salariaux horaires nominaux dans le secteur marchand devrait atteindre 7,5 %, ce qui représente un large dépassement de la norme de 5 % fixée dans l'accord interprofessionnel de février 2007. Ce dépassement est imputable aussi bien à une indexation des salaires plus élevée que prévu, due à la forte poussée des prix énergétiques et alimentaires, et à une croissance plus forte qu'anticipé des salaires horaires bruts avant indexation.

En 2009, la croissance des coûts salariaux horaires (3,7 %) reflète en grande partie l'indexation prévue (3,2 %) qui est encore influencée par la hausse des prix de 2008. L'évolution salariale en 2009 reste difficilement prévisible étant donné qu'elle dépendra fortement du résultat des négociations salariales pour la période 2009-2010 qui débiteront à la fin de cette année.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
(Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires)

	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.0	2.6	1.4	0.8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.0	2.1	2.6	1.8
Formation brute de capital fixe	4.2	5.9	4.6	1.3
Dépenses nationales totales	3.0	3.4	2.7	1.1
Exportations de biens et services	2.6	3.8	2.9	3.0
Importations de biens et services	2.7	4.6	4.2	2.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	-0.5	-1.0	0.1
Produit intérieur brut	2.8	2.8	1.6	1.2
Indice national des prix à la consommation	1.8	1.8	4.7	2.7
Indice santé	1.8	1.8	4.2	2.6
Revenu disponible réel des particuliers	2.6	3.3	0.1	1.8
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12.5	13.1	11.9	12.7
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	52.7	72.6	68.5	27.9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.3	7.5	6.8	6.9
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	2.7	2.1	0.1	0.0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	125.6	137.1	150.8	144.5
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	3.1	4.3	4.8	4.5
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3.8	4.3	4.5	4.4